



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1993 - 22 juin 1995 - 6 F

D 1993 **GUATEMALA** : LUTTE ANTI-GUÉRILLA, SERVICES SPÉCIAUX ET CIA

Par quelque bout qu'on prenne le problème de la pacification du pays, on en revient toujours au rôle central de l'armée (cf. DIAL D 1974). Les derniers événements le confirment. Le 22 mars 1995, le député nord-américain Torricelli faisait au Congrès des États-Unis des révélations fracassantes sur le Guatemala et l'implication de la CIA. L'affaire remonte à mars 1992, avec la capture par l'armée du commandant guérillero Everardo Bámaca. Déclaré officiellement "tué au combat", il avait en fait été assassiné quelques mois après sa capture par le colonel Alpírez, haut placé dans l'armée guatémaltèque, mais aussi agent de la CIA et reconnu comme tel par le Nord-Américain Torricelli. La révélation de cette affaire provoquait un séisme politique au Guatemala. Réactions des milieux militaires, bombes d'origine mystérieuse, rumeurs de coup d'État militaire, suspicions envers le président de la République, mise en cause de la CIA : l'heure était à la tension.

Analyse ci-dessous signée Trish O'Kane et publiée par **Envío** d'avril 1995.

Note DIAL

L'AFFAIRE BÁMACA : UN SCANDALE HORS DU COMMUN

*La CIA a au Guatemala un lourd passé de bassesse et de sang.
Dans toute l'Amérique latine, d'ailleurs.
Mais on n'avait jamais entendu comme aujourd'hui des accusations
aussi sérieuses et à aussi haut niveau
contre la CIA et contre l'armée guatémaltèque.*

Après trois grèves de la faim en deux ans, après de nombreux voyages passés à fréquenter les couloirs du pouvoir à Washington et au Guatemala, après l'exhumation de trois cadavres, après avoir subi bien des menaces, avoir fait l'objet d'une plainte en justice de l'État guatémaltèque et avoir été la cible d'une méchante campagne de presse au Guatemala, en dépit de l'épuisement physique et psychique résultant d'une bataille à la Don Quichotte, l'avocate nord-américaine Jennifer Harbury a finalement réussi à connaître le destin de son mari, le commandant guérillero Efraín Bámaca : il a été assassiné par un colonel de l'armée guatémaltèque au service de la CIA.

Le noeud de l'affaire : le colonel Julio Roberto Alpírez

Le mercredi 22 mars c'était l'agitation à Washington puis aussitôt après au Guatemala. Les révélations publiques du député nord-américain Robert Torricelli¹, impliquant un colonel guatémaltèque dans l'assassinat de Bámaca, ont provoqué un véritable séisme politique, tant dans l'empire que dans sa périphérie. Torricelli a déclaré que celui qu'il désignait, le colonel Julio Roberto Alpírez, était également impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat du citoyen nord-américain Michael Devine au Petén en 1990. (Cet assassinat avait provoqué en son temps une crise sérieuse entre

¹ Membre démocrate du Congrès des États-Unis. En 1992 la loi de renforcement de l'embargo contre Cuba porte son nom (NdT).

l'administration Bush et le gouvernement guatémaltèque. On pense que Devine était un agent de la CIA ou de la DEA² et qu'il avait découvert les liens de militaires guatémaltèques avec le trafic de drogue.)

Le nom d'Alpírez était déjà apparu en rapport avec l'affaire Bámaca dans le témoignage de Santiago Cabrera López, membre du même groupe de guérilla que Bámaca et qui avait été capturé et torturé par l'armée. Santiago Cabrera avait réussi à s'évader et avait témoigné devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Il a alors déclaré avoir vu Everardo Bámaca le 18 juillet 1992, quatre mois après sa "disparition" lors d'un combat en mars 1992. Il était entre les mains du colonel Alpírez, troisième commandant de la zone militaire de San Marcos. *"Everardo était nu, a témoigné Cabrera, il avait la jambe droite et le bras gauche dans le plâtre, et sa voix était celle d'un moitié endormi ou d'un drogué."*

Le colonel Alpírez fait partie de l'aile dure de l'armée, selon Ronald Ochaeta, directeur du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché. Il est actuellement le commandant en second d'une des bases militaires les plus importantes du pays à Guatemala-Ville. *"Il va rester là jusqu'à la présentation des preuves et à l'ouverture d'un procès"*, a déclaré le ministre de la défense, le général Mario Enríquez, au lendemain de l'éclatement du scandale. *"Je n'ai jamais su, a-t-il ajouté avec contrariété, qu'il était un agent de la CIA. Cela me gênerait de savoir que des militaires guatémaltèques puissent émarger aux registres de la CIA, car ce serait préjudiciable à la réputation de l'armée guatémaltèque."*

Bien que le colonel Alpírez fasse partie de l'aile dure, l'affaire Bámaca est un caillou dans les chaussures de tous les milieux militaires. La séquestration et l'assassinat du commandant guérillero impliquent des officiers qui apportent aujourd'hui leur soutien au président De León Carpio, comme le colonel Otto Pérez Molina, de l'état-major présidentiel, qui occupait un échelon élevé dans le renseignement militaire quand Bámaca a été capturé.

Si d'autres révélations venaient à surgir l'affaire pourrait devenir le Watergate du président De León, lequel était le procureur des droits de l'homme à l'époque de la disparition de Bámaca. De León avait collaboré à l'enquête sur le cas en tant que procureur et, en dépit des informations à la suite des déclarations de Torricelli, il continue d'affirmer que le guérillero est mort au combat.

Vers une hécatombe

On ne sait pas encore quelles dimensions va prendre ce scandale majeur dans les deux pays. Aux États-Unis il a provoqué un large débat et un sérieux questionnement de l'Agence centrale de renseignement déjà grandement controversée. Selon certains observateurs, il pourrait être l'occasion pour le président Clinton d'opérer des coupes dans le budget de la CIA.

Au Guatemala, le "Bácamagate" a soulevé une vague d'actes de violence et provoqué une campagne de déstabilisation. Quatre jours après la nouvelle, le dimanche 26 mars, une série de mystérieuses explosions ont eu lieu dans les locaux du corps de génie militaire situés près de l'aéroport international, et qui se sont soldées par trois soldats tués et plus de vingt blessés. On pense qu'il s'est agi d'une attaque montée par des officiers de l'armée de terre en réaction à la pression internationale qui réclame une réforme des forces armées.

Le secteur où se sont produites les explosions est proche de la base militaire, dont le protagoniste du scandale, le colonel Alpírez, est le commandant en second. L'aéroport a dû être évacué et tous les vols ont été suspendus pendant plusieurs heures. L'onde de choc a brisé les vitres de centaines d'immeubles dans un rayon de deux kilomètres. Le lendemain, des porte-parole de l'armée ont déclaré que le président Ramiro De León Carpio avait donné l'ordre à l'armée de patrouiller dans les rues en prévision de

² Respectivement Central Intelligence Agency, agence centrale de renseignement, et Drug Enforcement Administration, bureau de lutte anti-drogue (NdT).

nouveaux actes de violence. Le renforcement des forces de sécurité a été notoire autour de l'ambassade des États-Unis. *“Les tentatives d'épuration de l'armée, estime un observateur spécialiste des affaires militaires, provoquent de très fortes réactions. Tout peut maintenant arriver. Nous ne pouvons écarter l'hypothèse d'un coup d'État ou d'une hécatombe.”*

Les institutionnels et les durs

L'offensive de Torricelli contribue à aiguïser les divisions dans l'armée guatémaltèque. Au cours des derniers mois, plusieurs officiers ont été signalés dans les milieux nationaux et internationaux comme liés au trafic de drogue, aux réseaux de séquestrations et d'assassinats, de vols de voiture et autres délits. Les accusations affectent certains milieux d'officiers qui craignent la future Commission de la vérité³ qui va entrer en vigueur dans un an, aussi faible soit-elle.

“Il n'est jamais passé par la tête des militaires qu'ils auraient un jour à donner des explications sur ce qu'ils avaient fait d'un guérillero. Personne ne le leur avait demandé jusqu'à présent. Voilà trois décennies qu'ils agissent en toute impunité”, commente un diplomate.

La situation se complique de la lutte impitoyable pour le pouvoir existant entre les deux factions principales : les “institutionnels” et les “durs”. Les institutionnels prônent un changement de générations dans l'armée. La majorité d'entre eux sont colonels ou de grades inférieurs et ils aspirent à une promotion. D'après une source militaire, l'armée guatémaltèque dispose d'un nombre exagéré de colonels, lesquels avaient du travail quand la guerre était à son apogée mais ils sont aujourd'hui “au chômage”. Pour que certains puissent être promus, il faut une épuration des générations précédentes.

Le déplacement des personnes d'une responsabilité à une autre ne serait pas une authentique épuration, car les institutionnels ne sont aucunement des “purs”. La réalité montre que les déplacements commencés dans l'armée depuis l'arrivée du président De León provoquent déjà de fortes réactions chez ceux qui peuvent perdre encore plus de pouvoir à cause de l'affaire Bámaca.

“Personne ne savait rien”

Les actes de violence ont semblé faire plutôt peur au président De León qui n'a pas fait le moindre commentaire sur le “Bácamagate” pendant la semaine qui a suivi. Le mercredi 29, le président, ancien procureur des droits de l'homme, s'est entretenu avec le colonel controversé Alpírez et il a ensuite déclaré, sur un ton d'extrême indignation, à plusieurs journalistes : *“La réponse est claire : c'est non. Le gouvernement et l'armée du Guatemala ne pouvaient pas avoir connaissance de quoi que ce soit d'illégal et accepter cette illégalité. Personne ne savait rien. Et ce n'est pas vrai qu'il y ait un lien institutionnel entre l'État guatémaltèque et la CIA. Je ne me suis pas entretenu avec le colonel Alpírez sur son droit de déposer plainte contre le congressiste Torricelli au Guatemala et aux États-Unis en raison des dommages causés à sa famille par de fausses accusations et des calomnies. Ce serait une plainte de riches.”*

Le président De León a ajouté que le gouvernement guatémaltèque avait déjà ouvert une enquête sur le cas de l'assassinat du citoyen nord-américain Michael Devine et qu'il était certain qu'Alpírez n'avait pas participé à ce crime.

Le lendemain de ces déclarations, le 30 mars, le président a soudain quitté le sommet présidentiel qui se tenait à El Salvador - auquel il participait - pour rentrer au Guatemala pendant quelques heures, tandis que couraient rumeurs et spéculations. De León a démenti qu'un coup d'État était en marche et répété que son départ précipité tenait à la nécessité de signer un document en faveur d'une réforme fiscale controversée.

Le dimanche 2 avril, deux bombes éclataient dans la capitale et, selon la presse locale, la police en a désamorcé trois autres. L'une des explosions a eu lieu à deux cents

³ Cf. DIAL D 1957 (NdT).

mètres de la Maison de la présidence, au moment où le président De León dînait avec le secrétaire général de l'ONU Boutros Ghali qui était en visite au Guatemala pour vingt-quatre heures afin de connaître le travail de la mission de l'ONU dans ce pays.

La bombe a déchiqueté un homme et gravement blessé une femme. De León a qualifié le fait d'"*attentat terroriste*". Le lendemain, des porte-parole de l'armée ont annoncé que l'homme qui portait la bombe et qui a été déchiqueté - Carlos René Ixcot Oroxón, professeur d'économie à l'Université de San Carlos - appartenait aux Forces armées révolutionnaires (FAR), un groupe de guérilla de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG). "*Sur le cadavre*, a déclaré le major Berta Edith Vargas, la porte-parole de l'armée, *nous avons trouvé une carte d'identité ainsi que deux carnets et d'autres papiers qui confirment le lien d'Ixcot Oroxón avec l'URNNG.*"

Les proches de la victime ont nié qu'Ixcot soit membre de la guérilla. Ils ont exigé l'ouverture d'une enquête, en faisant remarquer qu'il était inconcevable que le corps de Carlos René ait été déchiqueté et que sa carte d'identité, son carnet universitaire et plusieurs chèques soient restés intacts. Le 4 avril, Pablo Monsanto, commandant des FAR, a rejeté la version de l'armée et a catégoriquement nié qu'Ixcot ait été guérillero; il n'a pas écarté l'hypothèse qu'il ait pu être enlevé, drogué et utilisé pour commettre l'attentat.

La chair de poule

La porte-parole de l'armée a également dit qu'un "papier" avait été trouvé sur le cadavre. Il s'agirait d'une lettre qui mentionne des membres d'une ONG en rapport avec un certain Frank et avec l'affaire Myrna Mack⁴. Beaucoup craignent que "l'apparition" de cette lettre soit l'occasion de chercher à lier des militants des droits de l'homme et d'ONG à l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG), en leur envoyant ainsi un message sinistre.

Les déclarations du major Vargas ont rappelé les conférences de presse de l'armée d'il y a un certain nombre d'années, quand on y présentait des prétendus combattants qui avaient déserté la guérilla et qui ne savaient même pas manier un fusil. Il semble que de telles mises en scène de la guerre psychologique pourraient revenir à la mode.

Pendant les quelque vingt-quatre heures de la présence au Guatemala du secrétaire général de l'ONU, il y a eu, en plus des bombes, des menaces par téléphone d'autres bombes. Toute sa brève tournée lui a valu des mesures d'extrême sécurité. Dans un éditorial, le journal La República a écrit : "*Si M. Ghali était resté chez nous une semaine, il n'y a aucun doute qu'il serait reparti avec la chair de poule, car la bombe de dimanche n'a été qu'un échantillon de ce qui peut se passer ici quand s'échauffent les esprits de tous les groupes qui entendent, malheureusement, et avec succès, entretenir un climat de déstabilisation.*"

La CIA : un passé de bassesse

La CIA a tout un passé d'ingérence et de sang au Guatemala, comme d'ailleurs dans le reste de l'Amérique latine. Mais c'est dans ce pays d'Amérique centrale que l'agence a commencé ses basses oeuvres à l'étranger, selon les historiens nord-américains eux-mêmes⁵. La CIA a débuté sur le continent en faisant tomber en 1954 le gouvernement le plus démocratique que le Guatemala ait jamais eu dans son histoire. De nombreux Guatémaltèques se réfèrent encore aux gouvernements de Juan José Arévalo et de Jacobo Arbenz, de 1944 à 1954, comme à "dix ans de printemps"; c'est durant cette décennie qu'ils ont bénéficié pour la première fois de l'éducation publique, de la santé et des droits du travail.

⁴ Le 11 septembre 1990 l'anthropologue Myrna Mack était poignardée par un inconnu qui allait se révéler être un sous-officier attaché à l'état-major présidentiel pour les basses oeuvres. Au terme d'une longue procédure scandée de rebondissements et d'assassinats de témoins et d'un juge, le sergent Noel Bateta était condamné le 12 février 1993 à trente ans de réclusion criminelle (NdT).

⁵ L'agence centrale de renseignement des États-Unis a été créée en 1947 dans le cadre de la Guerre froide commençante pour contrer tout expansionnisme de l'Union soviétique. La première intervention de la CIA en Amérique latine a été le renversement du gouvernement Arbenz au Guatemala en 1954, qualifié de "pro-communiste" (NdT).

Après que la CIA ait fait tomber le gouvernement Arbenz en se prévalant des pressions de la puissante United Fruit, le profil de l'agence au Guatemala n'a plus été aussi public. Au long de toutes ces années l'agence a eu dans ses registres, à son service, les noms de quelques-uns des Guatémaltèques les plus notoires en matière de violation des droits de l'homme, la plupart d'entre eux localisés dans les services du renseignement militaire : la G-2.

Selon un ancien agent de la G-2 qui a travaillé dans le renseignement guatémaltèque pendant sept ans, puis qui a déserté et quitté le pays pour sauver sa vie, la collaboration nord-américaine avec la G-2 a été permanente. *“Des conseillers nord-américains, affirme-t-il, apportent leur aide à la G-2 en matière de méthodes d'interrogatoires, de traitement informatique des données et de suivi des personnes et des véhicules.”*

Un autre témoignage est donné par Celerino Castillo, ancien agent de la DEA (bureau de lutte anti-drogue) qui a travaillé au Guatemala de 1985 à 1991. Il affirme que la CIA a toujours travaillé de très près avec le service de renseignement guatémaltèque, en accompagnant même des agents de la G-2 dans des opérations d'enlèvement, de torture et d'assassinat. *“Le colonel Alpírez a participé à diverses missions au cours desquelles il a assassiné des gens, a déclaré Castillo quand on lui a demandé s'il se rappelait de lui. Tout le monde savait qu'il travaillait pour la CIA.”* Castillo est l'auteur du livre *“Powder Burns”* édité à New-York en 1994, dans lequel il relate ses expériences comme agent de la DEA en Amérique centrale dans les années quatre-vingt. Vétéran de la guerre du Vietnam, agent de la CIA au Cambodge et agent de la DEA depuis 1979, Castillo est aujourd'hui un critique sévère de la politique extérieure nord-américaine.

Un test pour l'armée

En 1990, quand Michael Devine mourut décapité, le colonel Alpírez était le directeur de l'École des forces spéciales au Petén. Dans cette école - plus connue des habitants du Petén comme *“l'enfer”* - sont entraînés les *kaibiles*, bataillon d'élite de l'armée guatémaltèque connu pour sa cruauté.

A la fin des années quatre-vingt, Alpírez avait travaillé dans une unité spéciale de l'état-major présidentiel connue comme *“les archives”*. Selon les défenseurs des droits de l'homme, cette unité était une centrale de fonctionnement au service des escadrons de la mort. Parmi les membres principaux des *“archives”* il y avait Noel de Jesús Beteta - condamné à trente ans de réclusion criminelle pour l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack (cf. note 4) - et le colonel Juan Valencia Osorio, lui aussi impliqué dans l'affaire Myrna Mack et accusé de faire fonctionner un bureau d'espionnage dans les services postaux. Le curriculum du colonel Alpírez n'est pas exceptionnel parmi les cadres du renseignement guatémaltèque. Il y en a beaucoup d'autres comme lui. Son cas n'est que la partie apparente de l'iceberg : l'armée guatémaltèque est remplie d'officiers entraînés et payés par la CIA pour commettre des atrocités.

C'est depuis très longtemps une évidence que les basses oeuvres de la CIA au Guatemala, ainsi que les liens entre cette agence nord-américaine et les armées les plus répressives du continent. Mais jusqu'au moment des révélations du député Torricelli on n'avait jamais entendu d'aussi sérieuses accusations contre la CIA et contre l'armée guatémaltèque à aussi haut niveau.

“Le cas Alpírez est un test pour l'armée guatémaltèque, affirme Helen Mack, professeur et soeur de Myrna Mack. Nous sommes à un moment clé : c'est l'occasion d'épurer l'armée. Nous devons faire pression pour que, à Washington, tous les documents de la CIA concernant le Guatemala soient rendus publics.”

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441